

La Suisse est bien décidée à défendre son statut d'économie du savoir

Autor(en): **Roulet, Christophe**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): - **(2003)**

Heft 546

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-886253>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La High-Tech en Suisse

La Suisse est bien décidée à défendre son statut d'économie du savoir



Christophe Roulet

Journaliste à l'AGEFI

Après plus d'une année de débat, le parlement helvétique a accepté une hausse du budget de 6% en faveur de la recherche, de la formation et de l'innovation, soit une enveloppe globale de 17,3 milliards de francs sur la période 2004 à 2007. Cette décision sanctionne une volonté clairement affirmée de maintenir le pays dans le peloton de tête des économies de pointes, d'autant qu'en termes de productivité la Suisse sort d'une décennie difficile.

Il est heureux que la majorité du financement de la recherche vienne du privé, mais lorsque les dépenses de l'industrie suisse augmentent davantage à l'étranger que dans notre pays, l'Etat

doit reprendre des tâches car la recherche fondamentale demeure essentielle. " C'est en ces mots que le président de la Confédération Pascal Couchepin a salué le vote des chambres fédérales octroyant l'enveloppe maximale prévue de 17,3 milliards de francs pour la recherche, la formation et l'innovation sur la période 2004 à 2007, soit une hausse de 6% qui intervient après une décennie de stagnation. Cela fait plus d'une année que les milieux scientifiques et les grandes entreprises sont montés au créneau pour défendre la compétitivité de la place industrielle suisse dans le concert international. Et pour une raison bien simple : la Suisse dispose d'une situation de base exceptionnelle, avec des secteurs économiques à haute valeur ajoutée et une excellente performance scientifique. Depuis plus d'une décennie cependant, elle affiche une évolution de la productivité inférieure à la moyenne des pays industrialisés. Quant au transfert du savoir et de la technologie des hautes écoles au secteur privé, il ne donne plus les résultats escomptés. Cette analyse d'Avenir Suisse, un " think tank " œuvrant en faveur d'un renouvellement des conditions-cadres écono-

miques, a eu clairement le mérite de poser le débat.

Une recherche de pointe

De fait, la Suisse fait clairement partie des économies de pointe comme l'atteste la présence de ses entreprises de haute technologie sur les marchés des cinq continents dans des secteurs comme la pharmacie (Roche, Novartis), les biotechnologies (Serono), la chimie (Syngenta, Clariant, Ciba SC, Lonza, Givaudan), les équipements d'électronique grand public (Kudelski, Logitech), les semi-conducteurs et technologies de l'information (Unaxis, Esec, Micronas) ou les technologies médicales (Centerpulse), sans oublier l'ingénierie financière, (UBS, CS Group, Zurich Financial Products, Swiss Re, Swiss Life) ou la micromécanique (Swatch Group). Quels que soient les critères retenus en matière scientifique ou technologique, le pays figure en effet dans le haut du classement mondial. Mesuré à l'aune de ses publications scientifiques par habitant, soit une moyenne de 15'000 par année ou 2,1 publications par 1000 habitants, il se positionne en deuxième place des pays de l'OCDE, juste derrière la Suède. Si l'on considère

ensuite le nombre de brevets déposés en fonction de la population, la Suisse fait partie des 10 premières nations au niveau mondial, ayant même occupé la deuxième position en 1997.

Cette position fort enviable est notamment due aux efforts considérables fournis par les compagnies privées helvétiques pour maintenir leurs avantages concurrentiels. Elles ont ainsi accru leurs dépenses réelles (hors inflation) de recherche et développement (R&D) en Suisse de 12% à 7,7 milliards de francs entre 1996 et 2000, à quoi s'ajoutent environ 9 milliards investis dans leurs centres à l'étranger. " L'engagement de l'économie privée est d'autant plus capital que ces investissements en R&D, en plus d'accroître la productivité et d'augmenter le chiffre d'affaires, influencent positivement la valeur du capital et, partant, les chances

de survie d'une entreprise, constate EconomieSuisse, la toute puissante organisation faîtière du patronat helvétique. D'une manière générale, la croissance à long terme d'une économie dépend dans une large mesure des connaissances accumulées, définies au sens large. Les activités de R&D dans les entreprises ainsi que les dépenses de l'Etat pour la recherche dans le domaine des hautes écoles contribuent ainsi à stimuler la croissance. "

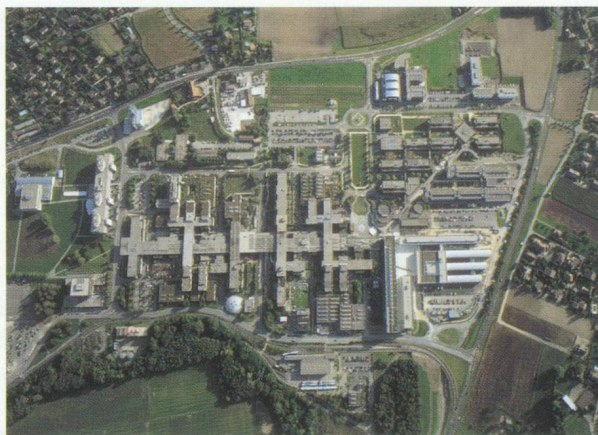
Une formation de qualité

Pour ce qui est de la filière de formation et de recherche, là également, la Suisse n'est pas en reste avec son réseau de dix universités, ses sept Hautes écoles

spécialisées (universités professionnelles), ses deux écoles polytechniques fédérales, et des



Les semi-conducteurs conçus par l'entreprise Unaxis © Unaxis



Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne © EPFL /Alain Herzog

établissements comme l'Institut for Management Development (IMD), classée meilleure " business School " européenne par le Wall Street Journal, ou l'Institut suisse de recherche contre le cancer. A cet égard, l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), qui vient de fêter son 150^{ème} anniversaire, offre un excellent exemple. Ce centre de formation et de recherche dédié à l'ingénierie et aux sciences naturelles, qui s'est largement illustré comme partenaire scientifique du défi suisse Alinghi lors de la récente Coupe de l'America, vise le statut d'une des dix meilleures écoles technologiques au niveau mondial. Comme l'explique Patrick Aebischer, président de l'école, " L'EPFL veut

capitaliser sur les centres d'excellence que sont la microtechnique et son évolution naturelle vers les nanosciences et les nanotechnologies. Nous accordons également énormément de crédit à la photonique quantique ainsi qu'aux technologies de l'information. Dans le domaine des sciences et de la technique de l'ingénieur, l'énergie et le génie biomédical constituent des priorités. "

L'aura de l'EPFL est telle que nombre d'entreprises étrangères ont choisi la région lémanique comme terre d'accueil de leurs quartiers européens, notamment en raison de la proximité de ce centre de recherche. Et si l'on parle désormais de BioAlps, soit une sorte de mini Silicon Valley suisse romande dans le secteur des biotechnologies, c'est essentiellement en raison de la présence de cet institut, véritable catalyseur scientifique

pour ce qui est du renouvellement économique des cantons suisses concernés. Depuis 1990, ce ne sont pas moins de 90 entreprises qui ont vu le jour sur la base des travaux de ses chercheurs, dont une dizaine pour la seule année 2002, la plupart d'entre elles ayant débuté dans le parc scientifique rattaché à l'école qui fonctionne comme incubateur. C'est également à l'EPFL qu'a été créée la chaire d'entrepreneurship baptisée CREATE, en train d'élargir ses activités à l'échelle du pays avec comme objectif de doter les jeunes en formation des outils nécessaires à la création d'entreprise. Quant aux liens avec le secteur privé, ils sont également en plein essor, à l'image d'un

groupe de recherche en perception sensorielle formé avec Nestlé qui travaille dans les neurosciences cognitives.

Une position menacée

Cette position helvétique, certes enviable, a toutefois commencé à inquiéter les milieux politiques et économiques pour plusieurs raisons. Au cours de la décennie 90, alors que le produit intérieur brut (PIB) par habitant est tombé de 0,13% en Suisse, les économies de la zone euro ont progressé en moyenne de 1,6%, celle de la Grande-Bretagne de 2,3% et celle des Etats-Unis de 2,5%. Même mesurée à la croissance du PIB, la dynamique helvétique marque le pas en comparaison internationale. En d'autres termes, si la Suisse semble faire du sur place, d'autres pays sont en train de rattraper le retard perdu à grands pas. Un seul exemple : si les dépenses publiques en matière de formation et de recherche représentent en Suisse 2,64% du PIB, en Finlande, elles ont augmenté à 3,31%, ou encore à 2,76% aux Etats-Unis, à 2,93% au Japon et encore à 3,80% en Suède. Ce type de statistiques a évidemment mis les experts suisses sur les dents. Le Centre d'études conjoncturelles de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, par exemple, s'est penché sur les composants du PIB pour arriver à la conclusion que sur bases comparables, la progression annuelle moyenne de la productivité suisse depuis 1980 est, avec 1,5%, supérieure à celle du pays de l'Oncle Sam qui n'a atteint durant cette période que 1,1%.

Au-delà des querelles de chiffres, cette évolution largement commentée a donné des arguments de poids aux défenseurs de l'innovation comme François L'Eplattenier, président du Novartis Venture Fund : " L'époque où une grande entreprise pouvait avoir le sentiment de maîtriser l'ensemble du savoir est terminée, expose-t-il. Les start-up sont devenues une



Recherche pharmaceutique dans les laboratoires de Novartis à Bâle © Novartis

source d'idées nouvelles très importante. Et souvent, elles possèdent une vélocité, une souplesse impossibles à atteindre dans une grande entreprise qui, pour des raisons évidentes de management, verticalise la recherche alors que, dans la réalité, les plates-formes technologiques sont horizontales. " Mais ce besoin en compétences et percées technologiques, qui sont loin de faire défaut en Suisse, ne semble pas suffisamment être pourvu. " En fait, nous n'avons pas assez de créations de société, renchérit Eric Fumeaux, directeur de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie. Il faut stimuler l'esprit d'entreprise dans ce pays. "

Encore quelques aménagements

Sous l'influence de groupes de pression comme Le Réseau, réunissant des capitaines d'industries suisses et étrangers, les autorités fédérales ont déjà réalisé des aménagements importants, notamment via un assouplissement de la législation concernant la prévoyance professionnelle en faveur des investissements en capital-risque, via la diminution de la valeur nominale des actions ou encore via son programme d'encouragement à l'innovation (CTI Start-up). La récente décision

d'augmenter les fonds publics alloués à la formation et à la recherche va exactement dans le même sens.

Il reste certes encore des progrès à réaliser, en matière de fiscalité des stock options ou des investissements dans les jeunes pousses, en matière de procédures administratives également ou encore en ce qui concerne les permis de séjour et de travail octroyés aux jeunes diplômés comme aux chercheurs étrangers. Sans oublier le transfert de technologie qui doit permettre à la recherche de déboucher sur des réussites commerciales et qui est cruellement sous doté dans les hautes écoles helvétiques. Ce constat fait, les récentes démarches démontrent une volonté claire de la part des pouvoirs publics comme des entreprises privées de propulser le pays dans le vingt et unième siècle en tant qu'économie du savoir aux avantages compétitifs reconnus. Et si le libéralisme helvétique a toujours considéré les aides directes aux entreprises comme une entorse à la concurrence, force est de constater que la recette a jusqu'ici fait merveille. 